



Pour publication immédiate

Le lundi 22 février 2010

## **« Mise au point » sur l'égalité des femmes Des organisations syndicales et de femmes diront à l'ONU que le Canada tire de l'arrière**

OTTAWA – Des organisations syndicales et de femmes ont publié un rapport qu'elles qualifient de « confrontation avec la réalité ». Ce rapport, qui porte sur le retard du Canada dans le dossier de l'égalité des femmes, sera utilisé dans le cadre de la réunion de Beijing + 15 des Nations Unies, à New York, du 1<sup>er</sup> au 12 mars.

« Les femmes ont perdu du terrain dans plusieurs domaines au Canada au cours des 15 dernières années », affirme Barbara Byers, vice-présidente exécutive du CTC.

« Notre gouvernement a présenté un rapport aux Nations Unies qui peint un tableau trop favorable des progrès réalisés au Canada dans le dossier de l'égalité des femmes. Nous avons donc rédigé notre propre rapport pour faire une mise au point sur ce que dit le gouvernement. »

La réunion de mars de l'ONU permettra d'évaluer les progrès réalisés, de cerner les défis à relever et de recommander des politiques pour promouvoir l'égalité entre les sexes et l'avancement des femmes. Cette année revêt une importance particulière, car elle marque le 15<sup>e</sup> anniversaire de la Quatrième conférence mondiale de l'ONU sur les femmes, tenue à Beijing.

Mary-Lou Donnelly, présidente de la Fédération canadienne des enseignantes et des enseignants (FCE) affirme : « Nous voyons les ravages de la pauvreté tous les jours dans nos salles de classe. Le taux de pauvreté augmente à une vitesse alarmante alors que les mécanismes d'appui disparaissent ou n'existent pas. De plus en plus de femmes et de jeunes filles vivent dans la pauvreté et sont privées de leurs droits fondamentaux. Comment pouvons-nous ainsi travailler à établir les bases d'un avenir solide et prospère? »

Patty Ducharme, vice-présidente exécutive nationale de l'Alliance de la Fonction publique du Canada (AFPC) ajoute : « Bien que le Canada se soit engagé à prendre des mesures pour instaurer l'égalité de salaire pour un travail de valeur égale, le gouvernement fédéral n'a pas respecté ses engagements. Le gouvernement fédéral a, en fait, retiré le droit des fonctionnaires fédéraux à l'équité salariale en 2009 en

adoptant la *Loi sur l'équité dans la rémunération du secteur public*. Nous soulevons cette question dans notre rapport et nous la garderons en tête de liste la semaine prochaine aux Nations Unies à New York.

Kate McInturff, directrice générale de l'Alliance canadienne féministe pour l'action internationale (AFAI), affirme : « Il y a cinq ans, le Canada figurait parmi les dix premiers pays pour ses réalisations en matière de droits des femmes. En 2009, il occupait le 73<sup>e</sup> rang selon l'indice de disparité entre les sexes de l'ONU. Les changements apportés à l'architecture en matière d'égalité entre les sexes, les modifications des politiques et des programmes publics et la réponse du gouvernement à la crise économique ont nui aux femmes et aux filles les plus vulnérables du Canada. »

Le rapport conjoint s'intitule « *Confrontation avec la réalité : Les femmes au Canada et la Déclaration et le Programme d'action de Beijing après 15 années, Réponse de la société civile canadienne* ». Il a été coordonné et produit par l'Alliance canadienne féministe pour l'action internationale et le Congrès du travail du Canada, et est appuyé par diverses autres organisations.

Renseignements :

Dennis Gruending, Communications, Congrès du travail du Canada (CTC)  
Tél. : 613-526-7431. Mobile : 613-878-6040

Francine Filion, Communications, Fédération canadienne des enseignantes et des enseignants (FCE) Tél. : 613-668-4314. Mobile : 613-899-4247

Kate McInturff, directrice générale, Alliance canadienne féministe pour l'action internationale (AFAI) Mobile : 613-797-6698

Sarah Bélanger, Alliance de la Fonction publique du Canada (AFPC)  
Mobile : 613-798-3494

am:sepb\*225